

Vu de Belgique : de quoi « les Gilets jaunes » nous informent-ils ?

Jean-Pierre Lebrun

Bien évidemment de ce qu'une fracture sociale s'est constituée, voire consolidée - comme symptôme de la mutation d'organisation sociale que nous avons vu se mettre en place progressivement depuis ces dernières décennies.

C'est un changement inédit¹ opéré par l'évolution de notre société occidentale qui – pour le dire rapidement – nous a menés d'une organisation collective modelée par le patriarcat et la religion, à un nouveau type de lien social organisé par la science et l'égalité démocratique. Ce trajet a entraîné une autre représentation du monde dans lequel nous vivons, pour reprendre l'expression de Gramsci, une « nouvelle hégémonie culturelle ».

Nous sommes en effet passés d'un monde qui se concevait comme vertical, tel une pyramide, avec la place d'un sommet d'emblée reconnue par tous comme légitime, à un monde qui se représente aujourd'hui comme horizontal, articulé en réseaux.

Pour imaginer ceci, nous reprendrons volontiers les deux illustrations qu'ont proposées les juristes François Ost et Michel van de Kerckhove dans leur ouvrage intitulé précisément «De la pyramide au réseau ?²». Pour représenter le monde d'hier organisé sur le modèle pyramidal, ils font appel au frontispice de l'édition originale du Léviathan de Hobbes, ouvrage fondateur de la théorie politique moderne, publié en 1651.

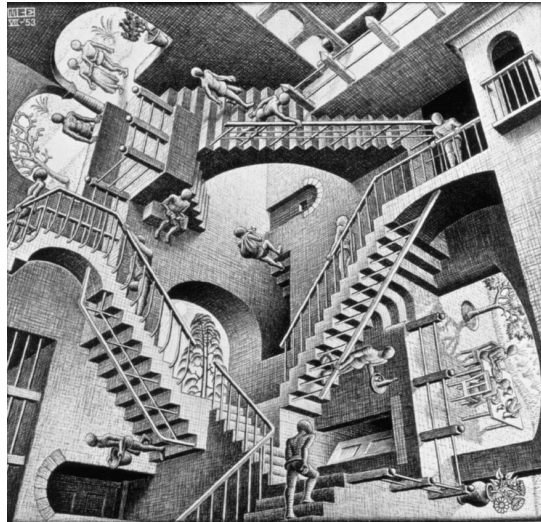


¹ Le qualificatif d'inédit est ici à prendre au pied de la lettre contrairement à l'habitude où l'inédit est évoqué pour amener l'opinion sur la nouveauté de son propos. Il y a bel et bien aujourd'hui de l'inédit dans l'Histoire de l'humanité. S'il fallait en convaincre le lecteur, nous pourrions simplement lui rappeler qu'il n'y a qu'un demi-siècle qu'existe la possibilité pour les êtres humains de procréer sans en passer par une relation sexuelle. Et ce n'est que depuis peu de temps qu'il est fait régulièrement recours à cette autre façon de faire.

² F. OST et M. van de KERCKOVE, *De la pyramide au réseau ? Pour une dialectique du droit*, Publications des Facultés Universitaires Saint Louis, 2002.

Le souverain y est vu *comme le titulaire d'un pouvoir sans partage qui impose (son) ordre et hiérarchie. C'est un ordre vertical qui culmine dans un pouvoir transcendantal et sacré* qui, évidemment, est en concordance avec la conception d'un monde organisé selon le modèle de la religion monothéiste et du patriarcat.

Mais le désenchantement du monde a fait son œuvre et pour représenter la nouvelle conception, telle qu'elle est implicitement véhiculée aujourd'hui, c'est à une lithographie de Escher, intitulée *Relativité*, (1953) que les deux auteurs font référence.



Ici, comme ils l'écrivent, *le chaos semble s'être substitué à l'ordre : des portes et des fenêtres s'ouvrent au sol et au plafond, des escaliers partent dans tous les sens, des gens montent et descendent de façon incohérente. Une fois dissipé le premier malaise que suscite cette gravure, il apparaît qu'elle enchevêtre trois mondes, chacun parfaitement logique dans sa perspective propre mais absurdes dans leur assemblage... (...) Le résultat d'ensemble ne manquera pas d'apparaître illogique, tant qu'on l'interprète à partir d'un seul monde, le monde « absolu » d'une représentation monologique et pyramidale. En revanche, dès lors qu'on adopte une perspective pluraliste et relativiste, chaque monde retrouve sa logique. Reste cependant la question de leur « compossibilité ».*

De ce fait, « la place d'exception », hier occupée par le souverain – en fin de compte toujours, de près ou de loin, par Dieu - ne peut donc aujourd'hui qu'être en crise, puisque les impératifs démocratiques de pluralité et de relativité qui s'imposent désormais délégitiment spontanément la perspective hiérarchique traditionnelle et, dans le même mouvement, la place du sommet qui y était appendue.

Pensons au film prémonitoire de Nanni Moretti, *Habemus Papam*, qui montre un pape incapable de supporter la charge qui vient de lui être octroyée, comme si la nomination qu'il avait reçue de ses pairs en toute légitimité, n'opérait plus. Rien que le fait d'avoir imaginé pareil scénario est l'indice que cette fonction – en l'occurrence celle de Pape - qui a toujours eu une légitimité pyramidale forte est aujourd'hui fragilisée, voire mise en question.

Le cri de Michel Piccoli, au début du film, lorsqu'il est invité à se montrer au balcon de St Pierre après son élection, manifeste, au-delà de son refus, la douleur qu'implique la remise en question de la légitimité de cette place. Auparavant, cette reconnaissance donnait aussitôt à l'élu ce qui s'appelait *la grâce* et le mettait en mesure d'occuper ladite place d'exception.

Le fait que « l'hégémonie culturelle » ne soit plus aujourd'hui le modèle pyramidal, a mis fin au pacte implicite qui opérait dans le monde d'hier et constitue un changement majeur pour l'organisation collective. S'ensuit en effet que quiconque est aujourd'hui en position de chef, de leader, de directeur, d'enseignant dans sa classe, de coordinateur, mais aussi bien de père dans la famille... ne peut plus - tant explicitement qu'implicitement - faire appel à la légitimité d'occuper cette place différente des autres pour simplement faire prévaloir son point de vue, encore moins pour l'imposer ; il ne peut en tout cas plus compter sur le fait que cette « place d'exception » aille de soi pour son interlocuteur, celle-ci ne faisant plus spontanément référence commune.

Devient alors cruciale la question de la « compossibilité » des différents points de vue, car tout se passe comme si celui qui occupait « la place d'exception » devait désormais à chaque fois se re-justifier pour légitimer la prévalence de son avis. Au risque de devoir se mettre en campagne permanente, car cette re-justification peut aussitôt entraîner de nouveaux possibles ; l'on voit ainsi s'ouvrir un débat qui pourrait s'avérer ne jamais pouvoir se clôturer, fût-ce momentanément, sur une quelconque décision qui ferait autorité pour tous..

De plus, ce passage d'une organisation sociétale à une autre a fini par entraîner logiquement une remise en cause de la légitimité du social lui-même puisque, ce dernier étant toujours davantage que la somme de ses membres, il devrait logiquement être et rester prévalent sur l'individu. Mais cette prévalence va bien sûr à l'encontre de l'objectif d'égalité que le nouveau régime laisse espérer.

C'est donc toute la structure de nos sociétés qui a ainsi été ébranlée, ce que le philosophe et mathématicien Olivier Rey a résumé en une jolie formule : « '*Je*' était le singulier de '*nous*', '*nous*' devint le pluriel de '*je*'. »³

D'où, d'ailleurs, la consigne désormais répandue d'un devoir « vivre ensemble », comme s'il ne s'agissait plus que de faire vivre en collectivité des individus d'emblée autonomes.

Ce mouvement général de notre société a entraîné un ébranlement profond de **l'autorité, de l'altérité et de l'antériorité**.

La première est désormais récusée (ce qui est différent de contestée⁴) car elle vient attester d'une asymétrie contradictoire avec l'exigence d'égalité ; la deuxième est confondue avec la différence, cette dernière n'étant jamais établie qu'à partir de moi-même, contrairement à l'altérité qui prend toujours son départ dans l'Autre ; quant à la troisième, elle est balayée comme toutes les traditions au profit du seul présent – ce qu'on appelle le présentisme - même si ceci ne fait pas pour autant disparaître la temporalité.

³ REY, O. *Quand le monde s'est fait nombre*, STOCK, 2016, p. 62.

⁴ Cj à ce sujet LEBRUN JP, *Les couleurs de l'inceste*, Denoël, 2013, pp 129-131.

Ajoutons encore qu'un élément supplémentaire de taille est à prendre en compte, à savoir que, si entre ces deux modèles la lutte a longtemps été rude, - et cela depuis environ cinq siècles – ce n'est que très récemment que la bascule a été effective, au point de laisser penser que l'on pourrait dorénavant ne vivre que dans l'horizontalité, l'autonomie et l'égalité. C'est donc la fin de la coexistence hybride des deux modèles.

Or, c'est bien là que le bât blesse pour notre nouvelle architecture sociétale : comment, en ce cas, allons-nous être autre chose qu'un ensemble d'épars désassortis, qu'un ensemble d'individus certes rangés les uns à côté des autres, mais sans pour autant aucunement arriver à faire société. C'est d'ailleurs exactement le diagnostic de Marcel Gauchet, lorsqu'il écrit que *nous devons essayer de comprendre la formule de cette « société des individus » pour de bon advenue, dont la propriété la plus troublante est une incapacité à se penser comme une société*⁵.

La verticalité a donc fait long feu et l'horizontalité s'y est substituée en profitant entre autres, des réseaux sociaux. Ceux-ci donnent en effet figure, et de ce fait consistance, à une masse qui n'équivaut nullement à la foule d'hier - soumise à un chef -, mais se révèle bien plutôt un agglomérat d'individus épars. On le voit aujourd'hui avec les « gilets jaunes », dont on peut dire que le seul élément qui les unit consiste en une incapacité réelle à boucler les fins de mois et donc en une éprouvante précarité.

Il faut intégrer à l'analyse la relative augmentation des impératifs budgétaires d'un ménage, eu égard à ce que ce dernier doit tenir compte d'un ensemble de frais de consommation devenus quasi obligatoires, comme la télé, l'internet, le portable etc... Tout cela amenant ces familles à devoir, pour assurer leur survie, vivre sans arrêt à flux tendu pour parer au risque permanent d'un dépassement de budget inassimilable.

C'est comme si l'on avait implicitement admis que les démunis ne faisaient plus partie de la société telle qu'elle se conçoit aujourd'hui, qu'ils n'y avaient plus droit de cité, qu'ils avaient seulement à devoir s'en tirer au moins mal.

Le ton n'est pas vraiment neuf, puisqu'il est celui-là même qui, tant au travers d'un populisme jugé idéologiquement inacceptable, que par la fin de la pertinence de la représentativité via les partis politiques traditionnels, a permis à Emmanuel Macron de mettre un pied dans la fourmière de ces dits partis, tant ceux de droite que de gauche et d'être élu comme président, apparemment, de tous les Français.

Mais le fait d'avoir réussi cette prouesse ne l'a pas placé pour autant à la hauteur de la tâche.

Car le passage d'un modèle pyramidal à un modèle désormais réticulaire comme l'exige l'évolution sociétale, a une double conséquence: il change la manière d'avoir à occuper la place d'exception, comme il devrait aussi changer la façon de participer à la collectivité.

Dès son intronisation, le président Macron a d'emblée signifié que la place qu'il occupait était bel et bien différente des autres et qu'il tenait à rappeler sa verticalité (le choix de son investiture à la pyramide du Louvre est éloquent). En cela, il rompait avec deux présidents

⁵ GAUCHET M. *La gauche au défi de la société des individus*, Fondation Jean Jaurès, 2016.

précédents, respectivement l'un volontariste, et l'autre trop « normal ». Macron rétablissait ainsi la légitimité des places différentes, donc de la place d'exception.

Ce moment était certes important ; il laissait entendre qu'il n'y a pas de gouvernement possible sans devoir intégrer l'hybridité, à savoir et la verticalité et l'horizontalité. Le tout est de consentir à ce que si, dans le monde d'hier, la verticalité était prévalente, elle n'est plus, dans celui d'aujourd'hui, que l'arrière-fond (néanmoins toujours irréductible).

L'immense danger qui nous guette ici, serait de croire possible de nous débarrasser entièrement de la verticalité. La conséquence de cette méprise est cependant sans appel: le monde en deviendrait ingouvernable.

C'est sans doute à cet endroit précis que, par un jeu de différenciations, il est possible de profiter de ce « vu de Belgique ». L'intérêt tient peut-être à ce que la Belgique étant une monarchie constitutionnelle depuis sa création en 1830, elle est à ce titre le lieu d'une verticalité d'emblée relative, et donc témoigne du même coup, d'une horizontalité d'emblée inscrite à son programme. Contrairement à la France qui n'en finit sans doute pas d'essayer de quitter la monarchie qui l'a constituée et dont elle est issue.

Ainsi, les Belges sont davantage obligés de penser d'abord horizontalité, mais pas sans une verticalité bel et bien toujours présente, via la figure de son roi sans pouvoir. Autrement dit du seul rappel de la nécessité logique de cette place. Alors que la France se trouve contrainte de réévaluer sa façon de soutenir la verticalité.

Car, si le fait d'occuper la place de « l'exception » ou de « l'au-moins- un » dans un monde pyramidal autorisait à donner le ton et à tenir le cap « comme chef », l'occuper dans un monde réticulaire exige de travailler à faire que chacun – élite ou démunis – garde sa place dans la collectivité, la chose étant désormais à construire, alors qu'elle était implicite – tous du même Père ! - dans le précédent modèle.

De même, dans la pyramide, il suffit d'occuper sa place pour avoir une reconnaissance symbolique, alors que dans une société en réseaux, il s'agit de reprendre à son propre compte et son individualité et les exigences de la vie collective. Autrement dit, le changement de structure du social déplace le centre de gravité du gouverné aussi bien que celui du gouvernant.

Quitter le modèle pyramidal entraîne peut-être une impression première de pouvoir être «sans gravité» mais, en fait, il s'agit davantage d'une « autre gravité », non plus celle organisée par la loi de la chute des corps que tout le monde connaît, mais celle d'avoir à reconnaître qu'une transcendance est toujours à l'œuvre et a toujours sa place même si elle s'avère désormais profane ou laïque.

On devine aussitôt l'énorme travail de réajustement que cette mutation de société va exiger de la part de chacun des protagonistes. Car, s'engager à occuper la place d'exception sans plus pouvoir « faire le chef » - risque de se heurter alors de plein fouet aux exigences exacerbées des individualités qui croient pouvoir se dispenser de toute responsabilité collective.

Pourtant, sans ce travail de réajustement, c'est la fracture qui est au rendez-vous.

Et elle est bel et bien là avec l'insurrection des « gilets jaunes » : le président qui avait restauré le sens de la place différente s'est cru légitimé par son élection à faire appliquer le programme qu'il avait annoncé, néolibéral en l'occurrence. Ce faisant, il méconnaissait qu'il avait à se préoccuper de ceux que ce programme oubliait. Il pensait – à tort ou à raison – que ses choix finiraient par « ruisseler » sur les plus démunis, mais c'était ne pas se soucier à courte échéance des difficultés effectives de ceux qui doivent faire avec un minimum.

C'était aussi, de la part du président, penser que la suppression de l'Impôt sur la fortune allait être simplement avalisée, au nom du fait qu'il donnait ainsi le cap ; c'était donc faire fi de ce qu'il s'était aussi engagé à « faire autrement » : implicitement, à tenir compte de ceux qui ont aujourd'hui endossé les « gilets jaunes ». En plus, ceci corroborait la lecture de ceux « d'en haut » qui ne connaissent pas la réalité « d'en bas ».

L'élection légitime à la place de l'exception doit certes permettre d'imposer son cap et sa lecture, mais à la condition incontournable désormais de prendre soin de faire comprendre l'un et l'autre par ceux à qui ils s'imposent et de laisser le temps aux « contre-pouvoirs » de s'énoncer. Mais cet échange d'un nouveau type ouvre sans doute la possibilité que ceux « d'en bas » intègrent dans leurs revendications le nécessaire lien avec le collectif, sans se borner aux exigences de leurs seules individualités.

D'avoir méconnu cette nouvelle donne, le pouvoir en place risque bien d'avoir incité à la prise de parole inédite aujourd'hui, rendue possible par la pratique des réseaux sociaux. Une telle prise de parole ne réunit certes que des voix toutes plus dissonantes les unes que les autres et de plus, elle tient, dans un premier temps en tout cas, à refuser toute représentativité. Mais ce n'est là que réponse du berger à la bergère. Riposte en miroir à ce que la place de l'exception n'a fait qu'entériner un programme néolibéral qui a précisément la caractéristique de nier l'existence de ces éclopés du néolibéralisme en les traitant comme des pions sur un échiquier.

On se trouve donc devant une nouvelle difficulté : faire émerger les nouvelles exigences des membres d'une société qui ne se veut plus pyramidale mais désormais réticulaire, plus verticale mais horizontale. C'est une source de progrès possible, quoi que d'aucuns en disent. Mais non sans conditions pour les gouvernants autant que pour les gouvernés : quant à celui qui occupe la position d'exception, qu'il perçoive que sa tâche ne consiste plus à donner des ordres, à rester à l'abri dans son Olympe, à tenir le cap sans coup férir pour faire aboutir à tout prix ce qu'il croit judicieux, mais à se tenir désormais tout autant au service d'un projet collectif commun ; il lui est donc indispensable de faire comprendre ce qu'il veut, aussi bien que de prêter l'oreille aux retours de ceux qu'il ne peut plus se contenter de diriger mais qu'il s'agit toujours d'orienter.

De même, celui ou celle qui ne fait qu'afficher sa singularité ne peut se satisfaire de sa revendication solipsiste ; il est contraint d'interroger ce que cela implique pour le collectif.

Voilà donc comment, avec le changement de société décrit, les centres de gravité des deux protagonistes – le chef et les autres - se sont déplacés.

Hier, on était chef avec les oripeaux qui lui donnaient sa lisibilité en même temps que sa légitimité. Aujourd'hui, on ne l'est qu'à la condition de se montrer incessamment attentif à l'ensemble.

Hier, on acceptait d'être assujéti s'il restait toutefois possible de vivre effectivement. Aujourd'hui, on ne l'acceptera qu'à la condition d'être reconnu et de pouvoir vivre décentement. Mais ceci suppose aussi qu'on puisse ne pas en rester à des revendications égotistes, même si l'individualisme ambiant y incite.

C'est avec cette nouvelle donne qu'il nous faut travailler pour pouvoir construire un nouveau pacte de société. Le chef d'hier n'est plus, celui de demain n'est pas encore. Ce passage exige de lui un projet, mais il faut que ce dernier soit réalisé à partir du souci de l'ensemble et non à partir de sa seule perception. Mais un changement – à vrai dire aussi conséquent - doit aussi avoir lieu pour le sujet d'hier qui, lorsqu'il revendique de prendre sa part dans les choix de ceux qui le dirigent ne peut se contenter d'être « contre » ; il ne peut confondre le « contre-pouvoir » avec le fait d'être « contre le pouvoir ». C'est une place divisée qu'ils ont tous les deux désormais à assumer.

Dans son traité nouveau d'art politique, le philosophe Pierre-Henri Tavoillot prenant à revers la célèbre sentence de Churchill – *la démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé* – écrit que « *La démocratie, c'est le meilleur de l'histoire, car (c'est) celui qui est le plus conforme à l'humaine condition. (...) La civilisation de la démocratie est la civilisation des grandes personnes.*⁶»

Nous serions bien tentés de le suivre simplement parce que ceci implique une manière de « vivre ensemble » qui reconnaît et intègre ce que signifie d'être parlant, d'être des « parlêtres » comme aimait à le dire Lacan. Mais la question que nous allons bien devoir affronter, c'est que ceci ne peut s'obtenir qu'au travers d'un lent et long travail exigeant une maturation culturelle dont nous sommes aujourd'hui bien loin d'avoir réussi à transmettre la nécessité.

⁶ P.H TAVOILLOT, *Comment gouverner un peuple-roi ?*, Odile Jacob 2019, p. 324.